

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 31 octobre 2013

relative aux adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission des États membres pour la période 2013-2020 conformément à la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil

(2013/634/UE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 ⁽¹⁾, et notamment son article 10,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de l'article 10 de la décision n° 406/2009/CE, il y a lieu d'adapter les allocations annuelles de quotas d'émission des États membres pour la période 2013-2020 déterminées conformément à la décision 2013/162/UE de la Commission ⁽²⁾ en fonction de:
- la quantité de quotas à délivrer aux installations menant des activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾ qui ne relèvent du système d'échange de droits d'émission de l'Union (SEQUE de l'Union européenne) qu'à compter de 2013,
 - la quantité de quotas délivrés en application des décisions de la Commission approuvant l'inclusion unilatérale, par certains États membres, d'activités et de gaz à effet de serre supplémentaires dans le système d'échange de quotas d'émission en application de l'article 24, paragraphe 1, de la directive 2003/87/CE entre 2008 et 2012, ainsi que de
 - la quantité de quotas correspondant aux installations exclues du SEQUE de l'Union européenne à compter de 2013 en vertu de l'article 27 de la directive 2003/87/CE, pendant la durée de l'exclusion.
- (2) L'adaptation de l'allocation annuelle de quotas d'émission de chacun des États membres a été calculée, le cas échéant, sur la base des données communiquées par les États membres en application de l'article 9 bis, paragraphe 2, de la directive 2003/87/CE et figurant dans les décisions C(2011) 3798, C(2008) 7867, C(2009) 3032, C(2009) 9849 et C(2012) 497 de la Commission approuvant l'inclusion unilatérale de gaz à effet de serre et d'activités supplémentaires par l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Lettonie et le Royaume-Uni conformément à l'article 24 de la directive 2003/87/CE, en tenant compte de l'exclusion du SEQUE de l'Union européenne de certaines installations à faible niveau d'émission par l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, la Croatie, la Slovénie et l'Italie conformément à l'article 27 de la directive 2003/87/CE, et moyennant l'application par la Commission du facteur linéaire de 1,74 %.
- (3) Il convient que la quantité de quotas pertinente aux fins de l'application de l'article 7 de la décision n° 406/2009/CE corresponde à la différence entre les allocations annuelles de quotas d'émission établies dans la décision 2013/162/UE et les adaptations prévues dans la présente décision. Si la valeur de l'adaptation est négative, la quantité pertinente est calculée en ajoutant à l'allocation annuelle de quotas d'émission établie dans la décision 2013/162/UE l'adaptation prévue dans la présente décision.
- (4) Afin de garantir la cohérence entre la détermination des allocations annuelles de quotas d'émission, les adaptations de ces allocations et les émissions de gaz à effet de serre déclarées pour chaque année, il convient que les adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission des États membres soient également calculées en appliquant les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire qui figurent dans le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat adopté par la décision 15/CP.17 de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Il convient que les adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission ainsi calculées s'appliquent à compter de la première année pour laquelle la notification des inventaires des gaz à effet de serre établis en appliquant ces nouvelles valeurs du potentiel de réchauffement planétaire devient obligatoire en vertu de l'article 7, paragraphe 6, point b), du règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ JO L 140 du 5.6.2009, p. 136.

⁽²⁾ Décision 2013/162/UE de la Commission du 26 mars 2013 relative à la détermination des allocations annuelles de quotas d'émission des États membres pour la période 2013-2020 conformément à la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 90 du 28.3.2013, p. 106).

⁽³⁾ Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil (JO L 275 du 25.10.2003, p. 32).

⁽⁴⁾ Règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n° 280/2004/CE (JO L 165 du 18.6.2013, p. 13).

- (5) Afin d'assurer la mise en œuvre en temps voulu de la décision n° 406/2009/CE et de garantir la sécurité juridique en ce qui concerne les allocations annuelles de quotas d'émission adaptées des États membres et la quantité de quotas pertinente aux fins de l'application de l'article 7 de la décision n° 406/2009/CE, il convient que la présente décision entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission de chacun des États membres pour chaque année de la période 2013-2020 figurent à l'annexe I.

Article 2

Lorsqu'un acte adopté en vertu de l'article 7, paragraphe 6, point b), du règlement (UE) n° 525/2013 prévoit que les États membres notifient des inventaires des émissions de gaz à effet de serre établis en appliquant les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire figurant dans le 4^e rapport d'évaluation

du GIEC adopté par la décision 15/CP.17 de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, les adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission prévues à l'annexe II s'appliquent à compter de la première année pour laquelle il devient obligatoire de notifier les inventaires des gaz à effet de serre selon ces modalités. L'article 1^{er} du présent règlement ne s'applique pas lorsque le présent article s'applique.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 31 octobre 2013.

Par la Commission

Le président

José Manuel BARROSO

ANNEXE I

Adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission des États membres pour chaque année de la période 2013-2020, calculées en appliquant les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire figurant dans le deuxième rapport d'évaluation du GIEC

État membre	Adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission (en tonnes équivalent-dioxyde de carbone)							
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Belgique	4 048 929	3 974 598	3 900 267	3 825 935	3 751 604	3 677 272	3 602 941	3 528 609
Bulgarie	1 750 024	1 717 896	1 685 769	1 653 641	1 621 514	1 589 387	1 557 259	1 525 132
République tchèque	3 000 270	2 945 190	2 890 110	2 835 031	2 779 951	2 724 871	2 669 791	2 614 711
Danemark	0	0	0	0	0	0	0	0
Allemagne	23 249 263	22 822 446	22 395 629	21 968 812	21 541 996	21 115 178	20 688 361	20 261 544
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	334 322	328 184	322 047	315 909	309 772	303 634	297 496	291 359
Grèce	2 057 904	2 020 124	1 982 344	1 944 565	1 906 785	1 869 006	1 831 226	1 793 446
Espagne	7 980 597	7 834 086	7 687 576	7 541 066	7 394 555	7 248 046	7 101 536	6 955 025
France	14 867 520	14 594 578	14 321 636	14 048 693	13 775 751	13 502 808	13 229 866	12 956 923
Croatie	1 605 875	1 576 394	1 546 913	1 517 431	1 487 951	1 458 469	1 428 988	1 399 507
Italie	9 607 019	9 430 650	9 254 282	9 077 913	8 901 544	8 725 175	8 548 807	8 372 440
Chypre	0	0	0	0	0	0	0	0
Lettonie	19 186	18 834	18 482	18 130	17 778	17 426	17 072	16 720
Lituanie	4 297 664	4 218 766	4 139 868	4 060 971	3 982 073	3 903 175	3 824 277	3 745 379
Luxembourg	275 161	270 110	265 058	260 007	254 955	249 904	244 852	239 801
Hongrie	413 285	405 698	398 111	390 524	382 936	375 349	367 762	360 175
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	2 176 364	2 136 410	2 096 456	2 056 502	2 016 548	1 976 592	1 936 638	1 896 684
Autriche	2 026 990	1 989 778	1 952 566	1 915 354	1 878 142	1 840 930	1 803 718	1 766 505
Pologne	11 073 941	10 870 642	10 667 343	10 464 045	10 260 746	10 057 447	9 854 148	9 650 850
Portugal	563 543	553 197	542 852	532 506	522 160	511 815	501 469	491 123
Roumanie	7 501 529	7 363 813	7 226 098	7 088 383	6 950 667	6 812 952	6 675 237	6 537 521
Slovénie	- 46 842	- 45 983	- 45 122	- 44 262	- 43 403	- 42 543	- 41 683	- 40 822
Slovaquie	2 181 413	2 141 366	2 101 319	2 061 272	2 021 225	1 981 178	1 941 131	1 901 084
Finlande	1 769 997	1 737 503	1 705 009	1 672 515	1 640 021	1 607 527	1 575 032	1 542 538
Suède	1 703 979	1 672 697	1 641 415	1 610 133	1 578 851	1 547 568	1 516 286	1 485 004
Royaume-Uni	238 691	234 309	229 926	225 545	221 163	216 781	212 398	208 017

ANNEXE II

Adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission des États membres pour chaque année de la période 2013-2020, calculées en appliquant les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire du quatrième rapport d'évaluation du GIEC

État membre	Adaptations des allocations annuelles de quotas d'émission (en tonnes équivalent-dioxyde de carbone)							
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Belgique	3 996 502	3 923 133	3 849 764	3 776 395	3 703 026	3 629 657	3 556 288	3 482 919
Bulgarie	1 728 601	1 696 867	1 665 133	1 633 398	1 601 664	1 569 930	1 538 196	1 506 462
République tchèque	2 978 152	2 923 478	2 868 804	2 814 130	2 759 457	2 704 783	2 650 109	2 595 435
Danemark	0	0	0	0	0	0	0	0
Allemagne	23 197 461	22 771 595	22 345 729	21 919 863	21 493 997	21 068 131	20 642 265	20 216 399
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	334 322	328 184	322 047	315 909	309 772	303 634	297 496	291 359
Grèce	2 048 785	2 011 173	1 973 560	1 935 948	1 898 336	1 860 724	1 823 111	1 785 499
Espagne	7 987 731	7 841 090	7 694 448	7 547 807	7 401 166	7 254 525	7 107 884	6 961 243
France	14 686 466	14 416 848	14 147 230	13 877 611	13 607 993	13 338 373	13 068 755	12 799 136
Croatie	1 582 200	1 553 154	1 524 107	1 495 060	1 466 014	1 436 968	1 407 921	1 378 875
Italie	9 607 222	9 430 849	9 254 477	9 078 104	8 901 732	8 725 359	8 548 988	8 372 615
Chypre	0	0	0	0	0	0	0	0
Lettonie	19 186	18 834	18 482	18 130	17 778	17 426	17 072	16 720
Lituanie	4 217 333	4 139 910	4 062 487	3 985 064	3 907 641	3 830 218	3 752 795	3 675 371
Luxembourg	275 161	270 110	265 058	260 007	254 955	249 904	244 852	239 801
Hongrie	397 287	389 994	382 700	375 407	368 113	360 820	353 526	346 233
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	2 138 730	2 099 466	2 060 203	2 020 939	1 981 676	1 942 413	1 903 149	1 863 886
Autriche	2 018 185	1 981 135	1 944 084	1 907 034	1 869 984	1 832 933	1 795 883	1 758 832
Pologne	10 936 568	10 735 791	10 535 014	10 334 238	10 133 461	9 932 684	9 731 907	9 531 130
Portugal	563 543	553 197	542 852	532 506	522 160	511 815	501 469	491 123
Roumanie	7 450 508	7 313 730	7 176 951	7 040 172	6 903 394	6 766 615	6 629 836	6 493 057
Slovénie	- 45 241	- 44 411	- 43 580	- 42 749	- 41 919	- 41 089	- 40 258	- 39 427
Slovaquie	1 854 320	1 820 278	1 786 236	1 752 194	1 718 151	1 684 109	1 650 067	1 616 025
Finlande	1 720 524	1 688 938	1 657 352	1 625 766	1 594 180	1 562 594	1 531 009	1 499 423
Suède	1 701 355	1 670 121	1 638 887	1 607 653	1 576 419	1 545 185	1 513 951	1 482 717
Royaume-Uni	238 830	234 446	230 061	225 676	221 292	216 908	212 523	208 138